

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
11 février 2019  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 8 février 2019, adressée au Secrétaire général  
par le Président du Conseil de sécurité**

Comme suite à la lettre de M. l'Ambassadeur José Singer datée du 15 janvier 2019, j'ai l'honneur de confirmer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé de dépêcher une mission en Afrique de l'Ouest du 13 au 17 février 2019. Ces derniers ont également approuvé le mandat de la mission (voir annexe).

La mission sera codirigée par M. l'Ambassadeur Kacou Houadja Léon Adom (Côte d'Ivoire) et M. l'Ambassadeur Anatolio Ndong Mba (Guinée équatoriale).

À l'issue de consultations avec les membres du Conseil, il a été décidé que la mission serait composée comme suit :

M. l'Ambassadeur Marc Pecsteen de Buytswerve (Belgique)  
M. l'Ambassadeur Wu Haitao (Chine)  
M. l'Ambassadeur Kacou Houadja Léon Adom (Côte d'Ivoire)  
M. Josué Fiallo (République dominicaine)  
M. l'Ambassadeur Anatolio Ndong Mba (Guinée équatoriale)  
M. Antoine Michon (France)  
M. l'Ambassadeur Jürgen Schulz (Allemagne)  
M. l'Ambassadeur Dian Triansyah Djani (Indonésie)  
M. l'Ambassadeur Mansour Alotaibi (Koweït)  
M. Paul Duclos (Pérou)  
M<sup>me</sup> l'Ambassadrice Joanna Wronecka (Pologne)  
M. Dmitry Polyanskiy (Fédération de Russie)  
M. l'Ambassadeur Jerry Matthews Matjila (Afrique du Sud)  
M. l'Ambassadeur Jonathan Allen (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)  
M<sup>me</sup> Elaine French (États-Unis d'Amérique)

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité  
(Signé) Anatolio **Ndong Mba**



## Annexe

**Mandat de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest****Mission en Côte d'Ivoire (14 et 15 février 2019) codirigée par la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire**

1. Le Conseil de sécurité effectuera une mission en Côte d'Ivoire, conformément aux déclarations de sa présidence en date du 30 juin 2017 ([S/PRST/2017/8](#)) et du 24 juillet 2017 ([S/PRST/2017/10](#) et [S/PRST/2017/11](#)). Cette visite aura pour objet de dresser le bilan de la transition en cours en Côte d'Ivoire, ainsi qu'au Libéria et en Sierra Leone, et d'appuyer, d'une part les activités que mène le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) pour prévenir les conflits et consolider la paix, dans la sous-région de l'Union du fleuve Mano, et de soutenir, d'autre part, les équipes de pays des Nations Unies présentes dans ces trois pays.

2. Les membres de la mission rencontreront le Vice-Président et le Ministre des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire et participeront, aux côtés d'experts issus des équipes de pays concernées et de l'UNOWAS, à une table ronde sur la transition du maintien de la paix vers la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone.

3. Conformément à ses domaines d'intérêt et au cadre exposé au paragraphe 1 ci-dessus, le Conseil s'attachera à :

a) Examiner la situation politique et économique et les conditions de sécurité dans la sous-région de l'Union du fleuve Mano, en particulier en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone. À cet égard, la mission devra :

- i) Étudier la situation politique, économique et sociale de la sous-région, en particulier dans les pays concernés ;
- ii) Examiner la situation en matière de sécurité dans la sous-région de l'Union du fleuve Mano, en particulier dans les pays concernés ;
- iii) Recenser les éléments qui font actuellement obstacle à la paix et à la stabilité dans la sous-région ;

b) Saluer et appuyer les stratégies mises en place par l'Union du fleuve Mano pour favoriser la paix, la stabilité et le développement économique dans la sous-région. À cet égard, la mission devra :

- i) S'informer des stratégies régionales qui ont été mises en place pour renforcer la résilience des États face aux crises et la coopération entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'UNOWAS, dans le cadre de l'appui aux États sortant d'une situation de crise ;
- ii) Évaluer les progrès accomplis par le Gouvernement ivoirien pour stabiliser la situation en matière de sécurité à Abidjan et dans le reste du pays, en particulier dans la région frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria ;
- iii) Inviter le Gouvernement à poursuivre sur la voie d'une gouvernance plus démocratique et d'une politique plus ouverte, et à continuer de promouvoir les droits de l'homme ;

c) Évaluer la transition des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone. À cet égard, la mission devra :

- i) Évaluer les stratégies nationales de règlement des crises et de consolidation de la paix ;

- ii) Favoriser la communication avec les équipes de pays et les échanges de données d'expérience et de pratiques optimales concernant la transition du maintien de la paix vers la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone ;
  - iii) Recenser les vulnérabilités structurelles persistantes, qui pourraient provoquer la résurgence de l'instabilité et des conflits dans les États concernés ;
  - iv) Évaluer les moyens dont disposent les États et les équipes de pays pour développer et coordonner des stratégies permettant de financer la paix et la stabilité à long terme, en tenant compte du rôle des institutions financières internationales et du secteur privé ;
  - v) Tirer les enseignements du rôle qu'a joué la Commission de consolidation de la paix dans la préparation d'une consolidation de la paix à plus long terme, et formuler des recommandations sur la manière dont elle peut contribuer plus largement aux activités de transition ;
  - vi) Encourager la coopération transfrontière entre les pays concernés afin de lutter contre la criminalité transnationale organisée et la violence de proximité ;
- d) Encourager la participation de la société civile et des femmes aux processus de prévention et de sortie de crise. À cet égard, la mission devra :
- i) Mettre l'accent sur le rôle des organisations de la société civile dans la prévention et le règlement des conflits ;
  - ii) Transmettre des données d'expérience et des bonnes pratiques en matière de cohésion sociale et de réconciliation nationale et renforcer la prise en compte de la question du genre dans les activités de prévention et dans le processus de sortie de crise ;
- e) Réaffirmer son appui indéfectible à la sous-région. À cet égard, la mission devra :
- i) Réaffirmer la volonté qu'a l'Organisation des Nations Unies de continuer d'apporter son appui à la Côte d'Ivoire, au Libéria et à la Sierra Leone par l'intermédiaire de leurs équipes de pays respectives et de l'UNOWAS ;
  - ii) Souligner que la Côte d'Ivoire est un pays essentiel de la sous-région, qui devrait rester un modèle de stabilité et de développement, et réaffirmer que l'ONU appuie la politique que le Gouvernement ivoirien mène en faveur de la consolidation de la paix ;
  - iii) Réaffirmer son appui au renforcement des capacités de l'UNOWAS afin de faciliter la transition du maintien de la paix vers la consolidation de la paix dans les missions de l'ONU déployées en Afrique de l'Ouest.

## **Mission en Guinée-Bissau (15 et 16 février 2019) codirigée par la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire**

4. Le Conseil de sécurité effectuera une mission en Guinée-Bissau, dans le cadre défini par sa résolution [2404 \(2018\)](#) et ses communiqués de presse des 21 février, 7 septembre et 27 décembre 2018.

5. Les membres de la mission rencontreront le Président de la République de Guinée-Bissau, le Premier Ministre et son Gouvernement, le Président de l'Assemblée nationale, le Président de la Cour suprême de justice, le Président de la Commission électorale nationale, les chefs des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale et les chefs de ceux qui ne le sont pas. Ils rencontreront également les représentants des organisations de la société civile, y compris des groupes de femmes et de jeunes, les membres de cinq organisations internationales présentes en Guinée-Bissau (Union africaine, Communauté des pays de langue portugaise, CEDEAO, Union européenne et ONU), le corps diplomatique, l'équipe de pays des Nations Unies et les responsables du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), entre autres.

6. Les membres de la mission s'acquitteront des tâches ci-après :

a) Mener des pourparlers avec les principales parties prenantes engagées dans la crise politique en Guinée-Bissau et militer résolument en faveur des initiatives suivantes : i) l'ouverture d'un dialogue politique en vue de l'application de l'Accord de Conakry et de la feuille de route établie par la CEDEAO dans les délais convenus ; ii) la préparation et la conduite d'élections libres et régulières ; iii) la tenue des élections législatives prévues le 10 mars et de l'élection présidentielle prévue pour 2019, conformément à la législation ; iv) l'élaboration de réformes constitutionnelles établissant une répartition claire des tâches et fonctions entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire afin d'éviter qu'une nouvelle crise n'éclate entre les responsables politiques ; v) l'engagement du Gouvernement et des autorités législatives à financer et à continuer de mettre en œuvre des programmes de développement en faveur du peuple bissau-guinéen pendant toute la durée des négociations politiques et du calendrier électoral ;

b) Analyser les conséquences des tensions politiques sur les conditions de vie des populations en Guinée-Bissau ;

c) Évaluer les progrès accomplis en matière de réformes, en particulier dans les domaines de la sécurité et de la justice, ainsi que dans la lutte contre l'impunité s'agissant des violations et des infractions passées ;

d) Évaluer dans quelle mesure le BINUGBIS s'acquitte du mandat qui lui a été assigné, et au titre duquel il doit contribuer, en appui aux autorités bissau-guinéennes, à une paix et à une stabilité durables dans le pays, notamment en renforçant des institutions démocratiques et en aidant les autorités nationales et les parties prenantes à promouvoir et à protéger les droits de la personne ;

e) Évaluer les mesures prises par les autorités bissau-guinéennes pour appliquer et actualiser les textes législatifs et les mécanismes nationaux de façon à combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogues et le blanchiment d'argent, qui menacent la sécurité et la stabilité de la Guinée-Bissau et de la sous-région (voir résolution [2404 \(2018\)](#), par. 20) ;

f) Réaffirmer l'appui du Conseil au rôle essentiel et à la participation active du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du BINUGBIS, M. José Viegas Filho, qui a usé de ses bons offices et assuré une coordination et une collaboration étroites avec la communauté internationale, en

particulier l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise, la CEDEAO et l'Union européenne ;

g) Réaffirmer l'appui du Conseil aux organisations sous-régionales, régionales et internationales qui œuvrent activement à la stabilisation de la Guinée-Bissau.

---